

Art. 29. À l'article 74 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« L'autorité compétente notifie sa décision d'accorder, de refuser ou de retirer l'admission au travail par courrier recommandé au demandeur, et en informe le travailleur par voie électronique. » ;

2° au paragraphe 3, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« La décision du ministre en appel de refuser ou de retirer l'admission au travail est notifiée par l'autorité compétente par courrier recommandé à l'auteur de l'appel. ».

Art. 30. À l'article 76, § 1^{er}, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement flamand du 8 janvier 2021, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 3 est abrogé ;

2° dans l'alinéa 4, les mots « qui précède » sont remplacés par le membre de phrase « 1^{er} ».

Art. 31. Le ministre flamand qui a l'emploi dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 32. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} mai 2024.

Art. 33. Les admissions au travail accordées en application de l'art. 18, § 1^{er}, avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, restent valables jusqu'à leur expiration. Les demandes de renouvellement de cette admission, introduites par le même employeur pour la même fonction, sont évaluées sur la base des dispositions applicables avant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Bruxelles, le 8 mars 2024.

Le ministre-président du Gouvernement flamand,

J. JAMBON

Le ministre flamand de l'Économie, de l'Innovation, de l'Emploi, de l'Économie sociale et de l'Agriculture,

J. BROUNS

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2024/002528]

7 MARS 2024. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant exécution de l'article 44^{ter}, alinéa 3, du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française ainsi que de l'article 34^{undecies}, § 7, du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants)

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 3, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988 ;

Vu le décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, l'article 44^{ter}, alinéa 3, tel qu'inséré par le décret du 29 novembre 2018 ;

Vu le décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants), l'article 34^{undecies}, § 7 ;

Vu le « test genre » du 20 novembre 2023 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1°, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 7 décembre 2023 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 14 décembre 2023 ;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 14 décembre 2023 ;

Vu le protocole n°592 du comité de secteur XVII, conclu le 25 janvier 2024 ;

Vu l'avis du Comité de direction du Ministère de la Communauté française, donné le 26 février 2024 ;

Vu la demande d'avis au Conseil d'État dans un délai de trente jours, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que la demande d'avis a été inscrite le 9 février 2024 au rôle de la section de législation du Conseil d'État sous le numéro 75.595/2 ;

Vu la décision de la section de législation du 9 février 2024 de ne pas donner d'avis dans le délai demandé, en application de l'article 84, § 5, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté fixe au sein du Ministère de la Communauté française l'encadrement administratif du personnel mis à la disposition du Collège commun des Commissaires du Gouvernement en application de l'article 44^{ter}, alinéa 2, du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française ainsi que de l'article 34^{undecies}, § 7, alinéa 2, du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts.

Art. 2. Dans le présent arrêté, on entend par :

1° décret du 9 septembre 1996 : le décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française ;

- 2° décret du 20 décembre 2001 : le décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants) ;
- 3° Collège commun HE et ESA : le Collège commun visé à l'article 44ter, alinéa 2, du décret du 9 septembre 1996 ainsi qu'à l'article 34undecies, § 7, alinéa 2, du décret du 20 décembre 2001 ;
- 4° Président du Collège commun HE et ESA : le Président du Collège commun visé à l'article 44ter, alinéa 2, du décret du 9 septembre 1996 ainsi qu'à l'article 34undecies, § 7, alinéa 3, du décret du 20 décembre 2001 ;
- 5° membres du Collège commun HE et ESA : les commissaires membres du collège visés à l'article 44ter, alinéa 2, du décret du 9 septembre 1996 ainsi que les délégués membre du collège visés à l'article 34undecies, § 7, alinéa 2, du décret du 20 décembre 2001 ;
- 6° membres du personnel du Collège commun HE et ESA : le personnel visé à l'article 44ter, alinéa 1^{er}, du décret du 9 septembre 1996 ainsi qu'à l'article 34undecies, § 7, alinéa 1^{er}, du décret du 20 décembre 2001 ;
- 7° Ministère : le Ministère de la Communauté française.

Art. 3. Les Membres du personnel du Collège commun HE et ESA sont membres du personnel des Services du Gouvernement de la Communauté française intégrés au Ministère et soumis, sans préjudice des dispositions particulières prévues par le présent arrêté, à l'ensemble des règles applicables aux membres du personnel du Ministère.

Ils sont toutefois réputés constituer, au sein du Secrétariat général du Ministère, un cadre spécifique en termes de financement et de mobilité autre que celle liée à une procédure de promotion.

Le financement des membres du personnel du Collège commun HE et ESA est imputé sur une enveloppe budgétaire propre distincte des plans de recrutement et autres enveloppes budgétaires applicables aux autres membres du personnel relevant du Secrétariat général du Ministère. Il couvre 3 emplois de niveau 1 et 8 emplois des niveaux 2 ou 2+. Il intègre l'accès à la carrière d'expert et à un grade d'encadrement au rang 11. Ce grade d'encadrement au rang 11 propre au cadre spécifique n'est pas pris en compte pour l'application de l'article 120, alinéa 7, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française. Ce financement tient également compte des effets pécuniaires liés à l'application de l'article 7 du présent arrêté.

La mobilité des membres du personnel du Collège commun HE et ESA vers les autres services du Ministère et des membres du personnel du Ministère vers le Collège commun HE et ESA est soumise à l'accord préalable du Président du Collège commun HE et ESA, lequel est formulé compte tenu de la bonne continuité de l'encadrement administratif du personnel et des missions du Collège commun HE et ESA.

Art. 4. Pour l'application des règles visées à l'article 3, alinéa 1^{er}, les membres du Collège commun HE et ESA sont réputés titulaires d'un grade de rang 15 et le Président du Collège commun HE et ESA d'un grade de rang 16.

Le Président du Collège commun HE et ESA est membre de droit du Conseil de direction et du Comité de direction du Ministère pour l'examen de tout point individuel concernant un membre du personnel du Collège commun HE et ESA.

Art. 5. La Direction générale de la Fonction publique et des Ressources humaines du Ministère associe le Président du Collège commun HE et ESA ou son délégué à toute procédure destinée à pourvoir à un emploi de membre du personnel du Collège commun HE et ESA.

Art. 6. Le Président du Collège commun HE et ESA détermine avec le Secrétaire général du Ministère les modalités d'exercice partagé des délégations de compétence visées aux articles 18 à 35 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 septembre 2020 portant délégations de compétence et de signature aux fonctionnaires généraux et à certains autres membres du personnel du Ministère de la Communauté française.

Le Secrétaire général du Ministère prend la décision formalisant ces modalités d'exercice partagé des délégations en fixant en tout cas la liste des compétences déléguées au Président ainsi que, le cas échéant, aux membres du Collège commun HE et ESA.

Art. 7. Les membres du personnel qui, sans appartenir au Ministère à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, sont mis à disposition du Collège commun HE et ESA restent à disposition de celui-ci selon les modalités qui s'appliquent à cette mise à disposition. Ils sont, à leur demande notifiée au Président du Collège commun HE et ESA endéans les 3 ans à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté, transférés au Ministère et affectés au cadre visé à l'article 3. A défaut, il est mis fin de plein droit à leur mise à disposition à l'échéance du délai.

L'article 4 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 mars 2013 relatif à la mobilité vers les Services du Gouvernement de la Communauté française, le Conseil supérieur de l'Audiovisuel ou chacun des Organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de Secteur XVII est applicable aux membres du personnel transférés.

Dès l'entrée en vigueur du présent arrêté, le Gouvernement fixe la liste des membres du personnel visés à l'alinéa 1^{er} avec mention en regard de leur nom de la qualité et de l'échelle de traitement dont ils peuvent bénéficier à raison de leur transfert. Chaque membre du personnel concerné reçoit notification de l'extrait qui le concerne.

Toute évolution de carrière d'un de ces membres du personnel préalable à sa demande de transfert qui interviendrait endéans la période de 3 ans visée à l'alinéa 1^{er} peut faire l'objet d'une modification des mentions visées à l'alinéa 3 par arrêté du Ministre de la Fonction publique pris sur proposition du Secrétaire général du Ministère.

Pour le cadre du Ministère, les grades de promotion attribués en application du présent article sont des grades en extinction.

Sur proposition ou de l'accord préalable du Président du Collège commun HE et ESA, le Secrétaire général du Ministère règle toute transposition de droit, telle la fixation du quota de congés annuels de vacances à la date du transfert, dans la limite des droits dont un membre du personnel peut se prévaloir en vertu des règles applicables aux membres du personnel du Ministère.

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le 7 mars 2024.

Art. 9. Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 7 mars 2024.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre-Président, en charge des Relations internationales, des Sports
et de l'Enseignement de Promotion sociale,
P. Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Égalité des Chances
et de la Tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,
F. DAERDEN

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2024/002528]

7 MAART 2024. — **Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot uitvoering van artikel 44ter, derde lid, van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen, alsook van artikel 34undecies, § 7, van het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstschole (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten)**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 3, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen, artikel 44ter, derde lid, zoals ingevoegd bij het decreet van 29 november 2018;

Gelet op het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstschole (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten), artikel 34undecies, § 7;

Gelet op de "gendertest" van 20 november 2023 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 7 december 2023;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 14 december 2023;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Ambtenarenzaken van 14 december 2023;

Gelet op het protocol nr. 592 van het Comité van sector XVII, gesloten op 25 januari 2024;

Gelet op het advies van het Directiecomité van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, gegeven op 26 februari 2024;

Gelet op de aanvraag om advies van de Raad van State binnen een termijn van 30 dagen, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de aanvraag om advies op 9 februari 2024 ingeschreven werd in de rol van de afdeling wetgeving van de Raad van State onder het nummer 75.595/2;

Gelet op de beslissing van de afdeling wetgeving van 9 februari 2024 om geen advies te geven binnen de gevraagde termijn, met toepassing van artikel 84, § 5, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit stelt het administratief kader vast binnen het Ministerie van de Franse Gemeenschap voor het personeel dat ter beschikking wordt gesteld van het Gemeenschappelijk College van Regeringscommissarissen met toepassing van artikel 44ter, § 2, van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen, alsook van artikel 34undecies, § 7, tweede lid, van het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstschole.

Art. 2. Voor de dit besluit wordt verstaan onder :

- 1° decreet van 9 september 1996 : het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen;
- 2° decreet van 20 december 2001 : het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstschole (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten);
- 3° Gemeenschappelijk College Hogescholen en Hogere kunstschole: het Gemeenschappelijk College bedoeld in artikel 44ter, tweede lid, van het decreet van 9 september 1996, alsook in artikel 34undecies, § 7, tweede lid, van het decreet van 20 december 2001;
- 4° Voorzitter van het Gemeenschappelijk College Hogescholen en Hogere kunstschole: de Voorzitter van het Gemeenschappelijk College bedoeld in artikel 44ter, tweede lid, van het decreet van 9 september 1996, alsook in artikel 34undecies, § 7, derde lid, van het decreet van 20 december 2001;
- 5° leden van het Gemeenschappelijk College Hogescholen en Hogere kunstschole: de commissarissen die lid zijn van het college bedoeld in artikel 44ter, tweede lid, van het decreet van 9 september 1996 alsook de afgevaardigden die lid zijn van het college bedoeld in artikel 34undecies, § 7, tweede lid, van het decreet van 20 december 2001;

6° personeelsleden van het Gemeenschappelijk College Hogescholen en Hogere kunstscholen: het personeel bedoeld in artikel 44ter, eerste lid, van het decreet van 9 september 1996, alsook in artikel 34undecies, § 7, eerste lid, van het decreet van 20 december 2001;

7° Ministerie : het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

Art. 3. De personeelsleden van het Gemeenschappelijk College Hogescholen en Hogere kunstscholen zijn personeelsleden van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap die geïntegreerd zijn in het Ministerie en zijn, onverminderd de bijzondere bepalingen van dit besluit, onderworpen aan alle regels die van toepassing zijn op de personeelsleden van het Ministerie.

Binnen het Secretariaat-Generaal van het Ministerie worden zij echter geacht een specifiek kader te vormen op het gebied van financiering en mobiliteit anders dan het kader dat verband houdt met een bevorderingsprocedure.

De financiering van de personeelsleden van het Gemeenschappelijk College Hogescholen en Hogere kunstscholen komt ten laste van de eigen begrotingsmiddelen, afzonderlijk van de wervingsplannen en andere begrotingsmiddelen die van toepassing zijn op de andere personeelsleden van het Secretariaat-generaal van het ministerie. Zij dekt 3 betrekkingen van niveau 1 en 8 betrekkingen van niveau 2 of 2+. Zij integreert de toegang tot een loopbaan van deskundige en tot een managementgraad in rang 11. Deze managementgraad in rang 11 eigen aan het specifieke kader wordt niet in aanmerking genomen voor de toepassing van artikel 120, zevende lid, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap. Deze financiering houdt ook rekening met de financiële gevolgen die verband houden met de toepassing van artikel 7 van dit besluit.

De mobiliteit van de personeelsleden van het Gemeenschappelijk College Hogescholen en Hogere kunstscholen naar andere diensten van het ministerie en van de personeelsleden van het ministerie naar het Gemeenschappelijk College Hogescholen en Hogere kunstscholen is onderworpen aan de voorafgaande toestemming van de voorzitter van het Gemeenschappelijk College Hogescholen en Hogere kunstscholen, die wordt geformuleerd rekening houdend met de goede continuïteit van het administratieve kader van het personeel en de opdrachten van het Gemeenschappelijk College Hogescholen en Hogere kunstscholen.

Art. 4. Voor de toepassing van de regels bedoeld in artikel 3, eerste lid worden de leden van het Gemeenschappelijk College Hogescholen en Hogere kunstscholen geacht een graad van rang 15 te hebben en de voorzitter van het Gemeenschappelijk College Hogescholen en Hogere kunstscholen een graad van rang 16.

De voorzitter van het Gemeenschappelijk College Hogescholen en Hogere kunstscholen is lid van rechtswege van de Directieraad en van het Directiecomité van het Ministerie voor het onderzoek van individuele kwesties betreffende een personeelslid van het Gemeenschappelijk College Hogescholen en Hogere kunstscholen.

Art. 5. De Algemene directie voor ambtenarenzaken en personeelszaken van het ministerie betreft de voorzitter van het Gemeenschappelijk College Hogescholen en Hogere kunstscholen of zijn afgevaardigde bij elke procedure om in een betrekking van personeelslid van het Gemeenschappelijk College Hogescholen en Hogere kunstscholen te voorzien.

Art. 6. De voorzitter van het Gemeenschappelijk College Hogescholen en Hogere kunstscholen bepaalt samen met de secretaris-generaal van het Ministerie de nadere regels voor de gedeelde uitoefening van de bevoegdheidsdelegaties bedoeld in de artikelen 18 tot 35 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 september 2020 houdende bevoegdheids- en ondertekeningsdelegatie aan de ambtenaren-generaal en aan sommige andere personeelsleden van het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

De secretaris-generaal van het ministerie neemt de beslissing waarin deze nadere regels voor de gedeelde uitoefening van delegaties worden geformaliseerd, waarbij in elk geval de lijst van bevoegdheden wordt vastgesteld die aan de voorzitter en, indien van toepassing, aan de leden van het Gemeenschappelijk College Hogescholen en Hogere kunstscholen worden gedelegeerd.

Art. 7. Personeelsleden die op de datum van inwerkingtreding van dit besluit niet tot het ministerie behoren, maar ter beschikking van het Gemeenschappelijk College Hogescholen en Hogere kunstscholen worden gesteld, blijven ter beschikking van het ministerie overeenkomstig de nadere regels die op deze terbeschikkingstelling van toepassing zijn. Op hun verzoek, dat binnen 3 jaar na de inwerkingtreding van dit besluit wordt meegedeeld aan de voorzitter van het Gemeenschappelijk College Hogescholen en Hogere kunstscholen, worden zij overgeplaatst naar het ministerie en ingedeeld in het kader bedoeld in artikel 3. Bij gebreke hiervan, wordt er van rechtswege na het verstrijken van de termijn een einde gesteld aan hun terbeschikkingstelling.

Artikel 4 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 maart 2013 betreffende de mobiliteit naar de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector of elk van de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII^{re}sorteren is van toepassing op de overgeplaatste personeelsleden.

Zodra dit besluit in werking treedt, stelt de Regering een lijst op van de personeelsleden bedoeld in het eerste lid met naast hun naam de hoedanigheid en de weddeschaal waarvan zij ingevolge hun overplaatsing kunnen genieten. Elk betrokken personeelslid wordt op de hoogte gesteld van het uittreksel dat op hem of haar van toepassing is.

Elke ontwikkeling in de loopbaan van één van deze personeelsleden voorafgaand aan zijn verzoek om overplaatsing, die binnen de periode van 3 jaar bedoeld in het eerste lid zou plaatsvinden, kan het voorwerp uitmaken van een wijziging van de gegevens bedoeld in het derde lid bij besluit van de Minister voor Ambtenarenzaken, genomen op voorstel van de Secretaris-generaal van het Ministerie.

Voor de personeelsformatie van het Ministerie zijn de bevorderingsgraden die op grond van dit artikel worden toegekend uitdovende graden.

Op voorstel van of met voorafgaande instemming van de voorzitter van het Gemeenschappelijk College Hogescholen en Hogere kunstscholen regelt de Secretaris-generaal van het Ministerie de eventuele omzetting van het recht, zoals de vaststelling van de jaarlijks vakantiequota op de datum van overdracht, binnen de grenzen van de rechten die voor een personeelslid voortvloeien uit de regels die van toepassing zijn op de personeelsleden van het Ministerie.

Art. 8. Dit besluit treedt in werking op 7 maart 2024.

Art. 9. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.
Brussel, 7 maart 2024.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen, Sport en Onderwijs voor sociale promotie,
P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke kansen
en het toezicht op Wallonie-Bruxelles Enseignement,
F. DAERDEN

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2024/002530]

7 MARS 2024. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant sur la Gouvernance du projet informatique relatif à la plateforme pour la gestion de la carrière administrative et pécuniaire des personnels de l'enseignement

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 25 octobre 2018 relatif au cadre de gouvernance de la politique du numérique et de l'informatique en Communauté française ;

Considérant la nécessaire modernisation des outils et en particulier la dématérialisation des échanges entre notamment les pouvoirs organisateurs de l'Enseignement et les services du Gouvernement en charge de la gestion de la carrière administrative et pécuniaire des personnels de l'enseignement ;

Considérant la nécessité de développer un outil informatique performant destiné à la gestion de la carrière administrative et pécuniaire des personnels de l'enseignement ;

Vu l'avis de l'inspection des finances, donné le 27 février 2024 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 7 mars 2024 ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Il est institué auprès du Gouvernement un Comité de pilotage relatif à la mise en œuvre de la plateforme pour la gestion de la carrière administrative et pécuniaire des personnels de l'enseignement, ci-après dénommé " Copil CEPAGE ».

Art. 2. Le Copil CEPAGE a pour mission de superviser la mise en œuvre d'une plateforme informatique de gestion de la carrière administrative et pécuniaire des membres du personnel de l'enseignement dans une architecture nouvelle globale et intégrée de l'ensemble des paramètres intervenant dans la carrière et la paie des enseignants.

Dans cette perspective, le Copil CEPAGE est chargé de :

- 1° proposer au Gouvernement un projet de feuille de route du projet reprenant les résultats intermédiaires et finaux à atteindre et les différentes échéances, approuver les livrables dans le cadre de l'exécution du marché public portant sur une mission d'assistance portant sur la cartographie et la simplification des processus, le choix des modalités de développement et le design de haut niveau d'une solution informatique et la rédaction des documents de marché pour la digitalisation du système de gestion administrative et pécuniaire des membres du personnel de l'Enseignement de la Fédération Wallonie-Bruxelles (2024/2306) ainsi que la répartition des responsabilités entre les acteurs visés à l'article 3. Cette planification inclut une estimation de la dette technologique visant la modernisation et l'optimisation continue du nouvel écosystème et les moyens utiles à sa maintenance ;
- 2° proposer au Gouvernement les rapports semestriels sur l'état d'avancement du projet de la mise en œuvre de la feuille de route visée au 1°, ainsi que les éventuelles modifications de cette feuille de route ;
- 3° proposer annuellement au Gouvernement, lors de la préparation du budget initial de la Communauté française et de l'ETNIC et au plus tard pour le 1^{er} septembre, les crédits nécessaires pour la mise en œuvre de la feuille de route visée au 1°, ainsi que leur affectation et leur justification détaillée, dans le respect des balises budgétaires préalablement fixées par le Gouvernement ;
- 4° assurer le monitoring de l'exécution des crédits visés au 3° et de l'évolution des besoins en cours d'année, en vue d'en faire rapport au Gouvernement ;
- 5° analyser toute éventuelle modification des statuts des personnels de l'enseignement avant leur approbation par le Gouvernement. En cas d'impact majeur d'une modification sur la feuille de route visée au 1°, le Copil remet un avis au Gouvernement ;
- 6° proposer, d'initiative ou sur demande du Gouvernement, des simplifications du statut des personnels de l'enseignement ;
- 7° veiller à saisir toute opportunité de simplification administrative ;
- 8° fixer les objectifs et stratégies globaux du Manager de programme qui exerce ses missions sous son contrôle ;
- 9° évaluer les ressources humaines afférentes en fonction de l'évolution du projet.

Art. 3. Le Copil CEPAGE est composé comme suit :

- 1° un représentant du Ministre ayant l'Enseignement obligatoire dans ses attributions ;
- 2° un représentant du Ministre ayant l'Enseignement supérieur dans ses attributions ;
- 3° un représentant du Ministre ayant l'Enseignement de promotion sociale dans ses attributions ;
- 4° un représentant du Ministre ayant la tutelle sur l'Entreprise des technologies numériques de l'information et de la communication (ci-après " ETNIC ») ;
- 5° un représentant du Ministre ayant le Budget dans ses attributions ;